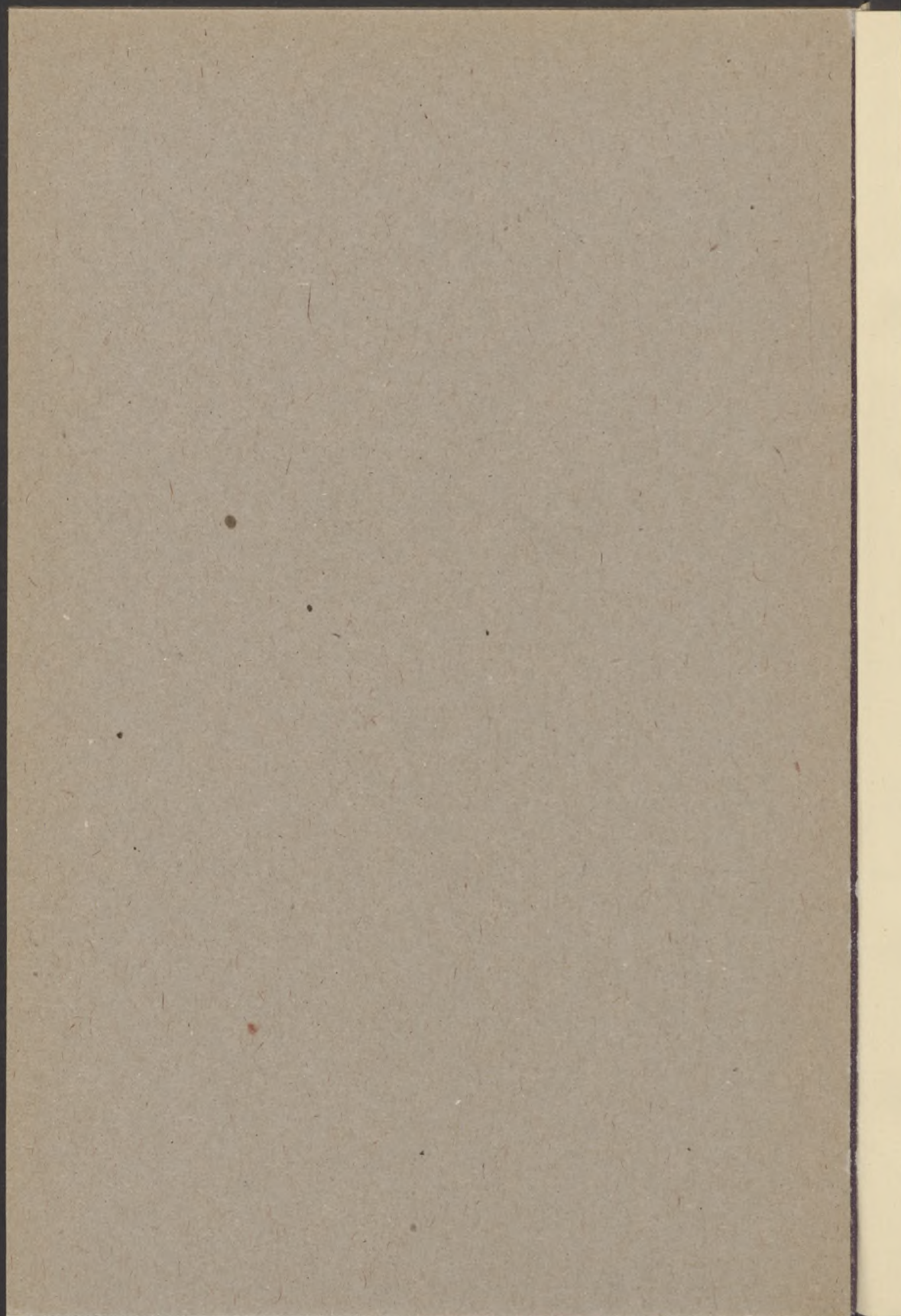
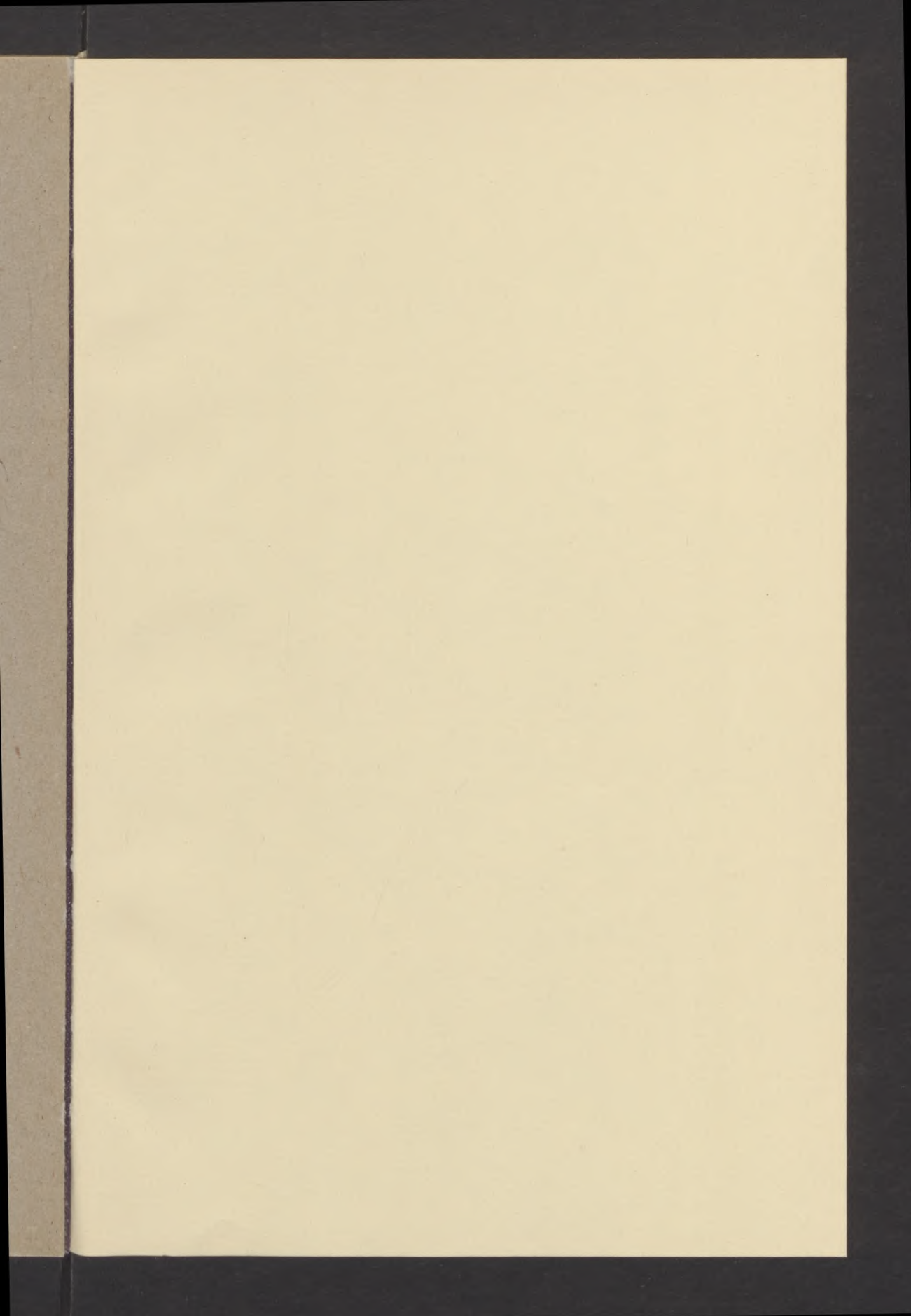
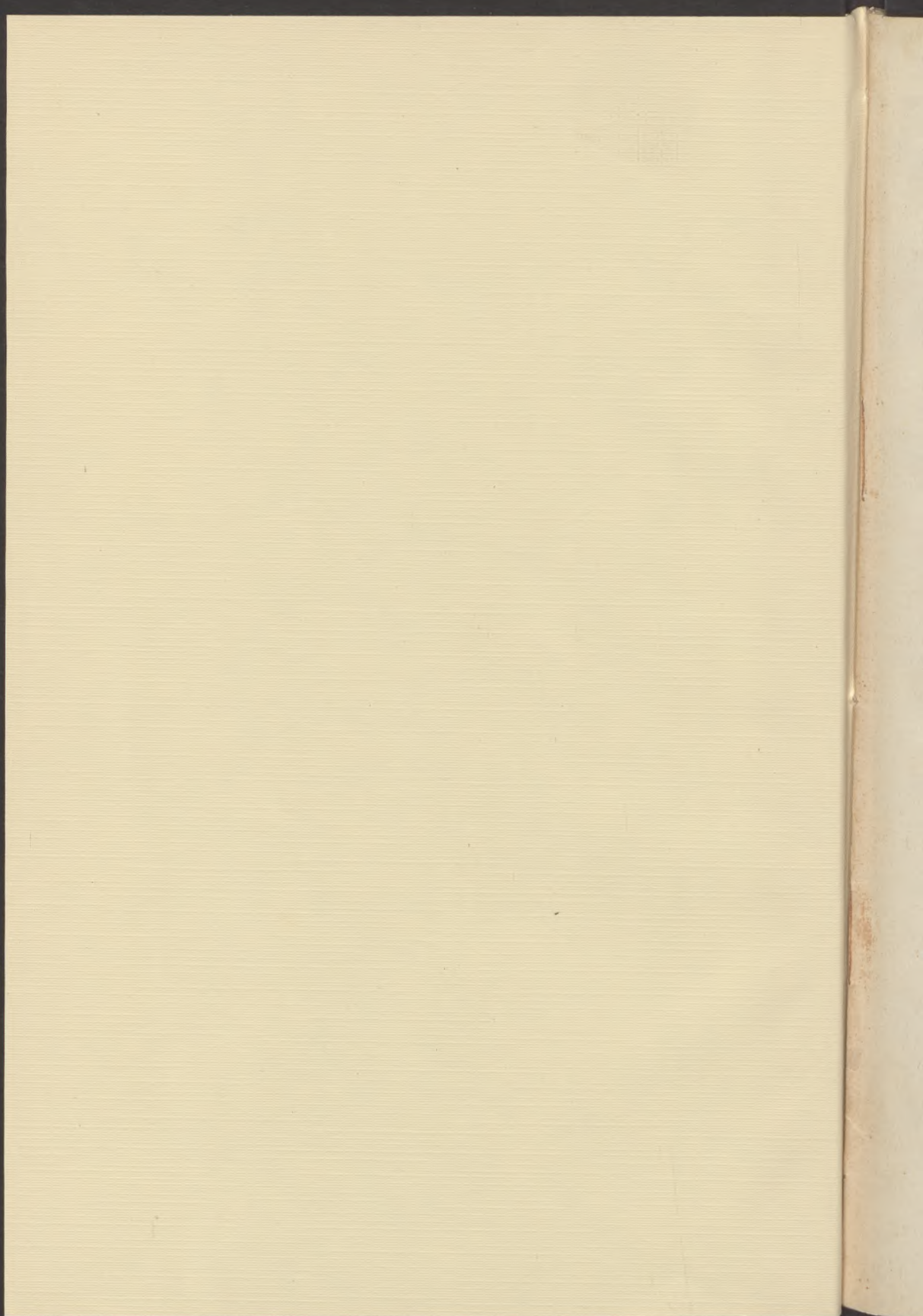


615.673







615673

33.

Des causes de la crise économique mondiale.¹

Par

FARKAS HELLER,

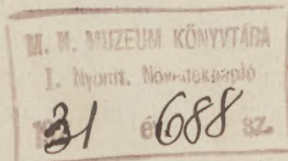
Professeur à l'Université des Sciences techniques de Budapest,
Membre de la Société Hongroise de Statistique.

Tirage à part du

Journal de la Société Hongroise de Statistique

Année 1931, Nos 2—3.

¹ Conférence de réception faite à la séance solennelle du 7 juin 1931
de la Société Hongroise de Statistique, tenue à Sopron.



615673



IMPRIMERIE STEPHANEUM S. A.

En nous occupant de la grave crise qui bouleverse actuellement l'économie mondiale entière, nous croyons être dispensé d'énumérer les symptômes de la crise. La baisse catastrophique des prix, le manque général des affaires, le chômage dans des proportions gigantesques, sont autant de symptômes qui touchent tout le monde et sont tellement connus qu'il paraît superflu de s'arrêter trop longtemps ici.

Le nombre des chômeurs p. ex. qui a été évalué en 1927 en Angleterre et en Allemagne ensemble à moins de 2 millions, atteignit à la fin de 1930 dans ces deux pays presque 7 millions (2.4 millions en Angleterre et 4.3 millions en Allemagne). A ce chiffre s'ajoutent maintenant — abstraction faite des autres pays — les 7.5 millions de chômeurs des États-Unis. En ce qui concerne la baisse des prix, pour ne mentionner ici que les données les plus générales, il est intéressant de citer l'indice de la capacité d'achat établi par M. *Respondek*, à la base des indices du commerce de gros de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. M. *Respondek*, égalant à 100 les prix du commerce de gros de l'année 1928, obtient pour le mois de février 1931 le chiffre de 80.¹

Toute différente est la situation, en ce qui concerne les causes de cette crise. Tout le monde voit les symptômes qui sont à la surface, par contre, les causes se cachent profondément au-dessous de ces symptômes et, dans l'enchevêtrement compliqué de l'économie mondiale, il n'est point facile de les reconnaître.

¹ Cf. : Bankwissenschaft, 8^e année, page 74.

Les recherches laborieuses des savants du monde entier, commencées depuis de longues années et qui jusqu'à présent n'ont point abouti à des résultats uniformes, en sont la preuve manifeste.

Passant en revue les explications données de cette grave crise, il y a surtout l'argumentation, selon laquelle il convient d'expliquer la crise mondiale actuelle par l'or et de là, par les troubles de la circulation monétaire et de la circulation des capitaux. D'illustres savants, ainsi M. Cassel, un des experts financiers de la Société des Nations, et un grand nombre de capacités financières d'un renom universel estiment que la crise mondiale est une conséquence de l'insuffisance de la production de l'or et du manque consécutif de capitaux.

Cette argumentation se base sur deux thèses, dont la première a été soutenue déjà depuis plus de deux ans par M. Cassel, selon laquelle la quantité mondiale disponible de l'or est insuffisante, et cela dans le sens que les prix ne peuvent être tenus à leur niveau antérieur à cause de l'insuffisance de l'or disponible, étant donné que la rareté de l'or entraîne l'augmentation de sa valeur, ce qui conduit à la baisse des prix. Un des symptômes les plus caractéristiques de la crise mondiale, la baisse énorme des prix trouverait donc ainsi son explication.

Cette argumentation peut être poursuivie encore, car il est possible de démontrer à l'évidence que la répartition actuelle de l'or est désordonnée et malsaine au plus haut degré. C'est en premier lieu la relation entre l'approvisionnement en or qui a existé avant la guerre entre l'Amérique et l'Europe qui a changé dans une mesure très sensible. Le tableau ci-après en donne l'explication.

Réserves d'or des principaux États, en millions de pengós.

États	En nombres						En %	
	1913	1926	1927	1928	1929	1930	1913	1930
États-Unis	10.795	25.647	25.035	23.654	24.566	26.044	19.2	38.2
Amérique au total.....	14.438	31.612	31.552	31.047	28.660	31.590	25.0	46.9
France	8.606	4.059	4.564	7.159	9.363	9.130	14.3	13.2
Grande-Bretagne	8.628	4.198	4.234	4.281	4.074	4.379	14.8	6.0
Allemagne	6.411	2.580	2.626	3.801	3.209	3.056	11.4	4.2
Autres États européens.	9.505	9.725	10.938	9.994	11.006	12.751	18.0	19.6
Europe au total	33.150	20.562	22.362	25.235	27.652	29.316	58.5	43.0
Autres États	9.086	8.853	7.369	9.067	3.956	6.950	16.5	10.1
États du monde entier .	56.674	61.027	61.283	65.349	60.268	67.856	100.0	100.0

Les chiffres démontrent que les États-Unis, qui ne possédaient en 1913 qu'à peine 20 % du stock mondial de l'or, en possédèrent environ 40 % en 1930. En Europe, c'est la France qui attire de grandes quantités d'or, de sorte que le stock de l'or en France — quoiqu'il n'ait pas atteint la proportion mondiale d'avant-guerre, — dépassa en 1930, en chiffres absolus, sensiblement son état d'avant-guerre.

Il est facile de se rendre compte à quel point ce changement crée une situation malsaine. Une quantité superflue de l'or dans un pays conduit au résultat que l'or ne remplit plus sa fonction de rendre élastique la circulation monétaire et la vie économique entière, servant de base à l'émission des billets de banque, libellés en or, et appuyant ainsi le crédit de l'économie nationale. Dans ces pays, l'or devient *stérile* au point de vue économique. Les pays, dans lesquels l'or manque, deviennent par contre en quelque sorte anémiques économiquement, car les sources de crédit tarissent à la suite du manque d'or. Ainsi donc une stagnation doit suivre dans les économies mal pourvues d'or, étant donné que la quantité nécessaire d'or et le crédit manquent au bon fonctionnement de la production. Ce sont particulièrement les crédits à longue échéance, nécessaires aux investissements, dont les cadres se rétrécissent le plus et l'on n'aura ainsi que quelques crédits à courte échéance.

Ces explications contiennent des arguments sans doute très importants, en faisant ressortir deux des symptômes vraiment caractéristiques de la crise économique actuelle : la baisse des prix et le manque de capitaux. Le fait que ces maux affectent le monde entier, paraît indiquer que les causes du mal sont les mêmes partout.

On pourrait se contenter de ces explications, si une certaine précaution n'était commandée là où l'explication la plus simple et la plus commode est celle qui voit les causes du mal du côté monétaire, lors des recherches des troubles de la vie économique. En renvoyant au changement de la valeur monétaire, on résout la question toujours d'un seul coup, car la monnaie est le centre de la circulation sur le marché et l'influence sous tous ses aspects. Nous nous contentons donc facilement d'avoir trouvé la bonne explication, dès que nous remarquons des changements dans le domaine de la valeur monétaire, quoique la monnaie ne soit

qu'un moyen de la circulation économique, qui malgré son importance dans cette circulation, subit elle-même l'influence de nombreux facteurs de la vie économique. Tout en admettant la capacité de la monnaie de produire elle-même des changements dans l'économie, nous ne pouvons accepter tout à fait les explications qui partent du côté monétaire que s'il est possible de démontrer clairement que tous les changements survenus peuvent être expliqués par le fait de la circulation monétaire.

Non seulement l'acribie scientifique doit nous conduire à une étude détaillée de cette question complexe, qu'est la crise mondiale actuelle, mais également le fait qu'il importe de déduire des explications des causes de la crise, les moyens susceptibles de remédier, ou du moins de soulager le mal, car seul un diagnostic consciencieux peut conduire à une thérapeutique couronnée de succès.

En nous bornant à l'étude des phénomènes les plus visibles de la crise économique, nous rencontrons des symptômes qui ne sont pas en rapport direct avec l'abondance ou le manque de l'or.

Un des phénomènes des plus visibles et des plus caractéristiques est la crise agraire, qui est vivement ressentie non seulement en Hongrie, mais dans le monde entier. Autant qu'il paraît indubitable que le manque de capitaux dans l'agriculture et le taux élevé de l'argent contribuent largement à rendre plus difficile encore la situation de l'agriculture, autant il paraît certain que la véritable source de la crise n'est pas la question de l'or. Il ne peut être douteux non plus que ce soit la *surproduction* qui est la cause de la crise agraire. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'agrandissement des superficiesensemencées dans les pays agraires extra-européens, surtout au Canada, pour se rendre compte que la crise agraire actuelle trouve plutôt son explication dans la surproduction que dans le manque de l'or. Le tableau suivant certifie la thèse plus haut énoncée.

Superficiesensemencées de froment en milliers d'hectares.

États	1890	1900	1909—1913	1926	1929
États-Unis ..	14.603	17.186	19.059	22.749	24.743
Canada	1.093	1.711	1.084	9.265	10.220
Argentine ...	813	3.251	6.022	7.669	6.552
Australie ...	1.431	2.273	3.076	4.729	5.870
Russie.....	—	19.228	29.950	29.906	30.644
Hongrie	—	—	1.511	1.499	1.500
Europe	—	—	29.950	28.528	28.133
Monde entier.	—	—	109.382	122.230	125.564

La connexité entre la baisse catastrophique des prix et l'augmentation de la quantité des céréales ressort à un tel point à l'évidence de ces chiffres qu'il ne permet même pas un essai de recherche des causes de ce phénomène dans une autre direction, p. ex. dans celui de l'évolution de la circulation de l'or.

Les mêmes doutes surgissent, si nous poussons l'étude plus loin et si nous examinons, en nous approchant de l'industrie, la situation dans la production sucrière.

La production mondiale sucrière était la suivante en milliers de tonnes :

Année	1000 tonnes	Année	1000 tonnes
1890—91.....	6.371	1924—25.....	24.883
1901—02.....	11.043	1925—26.....	26.021
1911—12.....	15.681	1926—27.....	24.701
1913—14.....	19.207	1927—28.....	26.666
1921—22.....	18.898	1928—29.....	28.218
1923—24.....	21.300		

La surproduction dans ce domaine est aussi évidente, qu'elle explique d'une façon plus naturelle la grande baisse dans cet article que ne l'explique la formation du marché de l'or. La convention sucrière de Bruxelles n'aurait certainement pas pu être conclue, s'il n'était question d'une aussi grande surproduction de sucre. Cette convention restreint sensiblement la liberté des producteurs du sucre, qui sans doute n'auraient pas pu être contraints à d'aussi grands sacrifices, sans raisons impérieuses.

Quelle est la situation dans les autres industries, dans l'industrie de textile, l'industrie métallurgique et dans les autres qui luttent toutes pour s'assurer la possibilité de subsistance? Est-ce possible de prouver ici également la surproduction? Une concentration sensible a été effectuée dans l'industrie au cours des dernières années. Quoique dans certaines branches de l'industrie, ainsi que dans l'industrie des automobiles des États-Unis, on doive enregistrer une réelle augmentation, il est sans doute plus difficile de prouver ici la surproduction. Non seulement parce que données et nombres-indices satisfaisants manquent, mais également parce que l'industrie est plus variée et ne permet pas une vue d'ensemble aussi claire que cela est le cas dans l'agriculture. Nous faisons donc ici abstraction de l'examen plus détaillé des mouvements de la production industrielle, car nous estimons qu'il suffit de constater que la crise mondiale économique ait des symptômes caractéristiques qui ne trouvent

pas leur explication directe par la production et la répartition de l'or.

Cette constatation nous autorise à déclarer trop générale et défectueuse l'opinion, selon laquelle on essaye d'expliquer tout simplement la crise économique mondiale en renvoyant à la répartition de l'or et au manque des capitaux. En nous basant sur nos explications précédentes, nous ne pouvons mettre en doute que *de profonds changements se sont produits du côté de la production*, qui ne peuvent être sans influence sur l'origine et sur l'évolution de la crise. Il n'est donc pas douteux qu'une évolution se soit produite qui n'est en rapport direct ni avec la formation du stock d'or, ni avec le manque de capitaux.

Nous ne devons cependant nous arrêter, en rencontrant des évolutions pareilles, à des explications qui ne s'appuient que sur des observations de l'approvisionnement monétaire et de crédit, mais nous devons concentrer notre attention sur l'économie toute entière. Dans le but de trouver le point de départ nécessaire, il importe de passer rapidement en revue les rapports fondamentaux de l'économie publique. C'est ainsi que nous aboutirons le plus vite et de la manière la plus sûre.

L'économie est l'approvisionnement méthodique de l'homme. L'économie publique en est une forme qualifiée, la garantie des besoins par un travail coordonné d'un grand nombre de personnes. De ce fait un facteur nouveau entre dans l'économie qui devient dès lors une condition toute aussi importante de son bon fonctionnement que le besoin et les biens. Le rapport entre les besoins et les biens, destinés à satisfaire ces besoins, n'est dorénavant plus direct, mais indirect, étant donné qu'il passe par l'intermédiaire du marché et de son évolution. La condition du bon fonctionnement de l'approvisionnement de l'homme n'est donc en conséquence plus l'augmentation des biens et leur disponibilité en quantité correspondante, mais également *la coordination* des activités déployées par les particuliers.

Dans la construction de notre économie publique, compte a été tenu à ce qu'il y ait un régulateur destiné à coordonner les parties de l'économie publique de tant de formes diverses et disposées à l'indépendance. C'est le marché qui assure automatiquement ce travail. Ainsi le marché rentre dans le centre de toute l'économie publique. De son bon fonctionnement dépend

le bon fonctionnement de l'économie entière. Étant donné que le marché trouve, en vertu de ses propres lois lui-même son équilibre, ce développement et ce fonctionnement normal seraient assurés, si les facteurs qui influencent le marché ne seraient soumis à des changements. Ce n'est pourtant pas ainsi, car les facteurs du marché ne sont point immuables et ne sont pas seulement sous l'influence d'origine économique. Leur formation dépend de toute une série de facteurs techniques, intellectuels, politiques et d'accroissement de la population. Ces facteurs sont eux-mêmes indépendants du marché. La tâche du marché envers eux est en quelque sorte leur dépouillement économique, leur assimilation, leur remise à la circulation, qui est l'appui de la coopération économique, car c'est sur cette base que s'effectue l'accomodement mutuel des diverses économies. Le marché réagit aux changements qui se sont produits dans ses facteurs, ceci dans le but de forcer cette assimilation qui est la condition du bon fonctionnement économique, ainsi qu'il ressort de l'offre et de la demande et du changement des prix. L'équilibre du marché cesse cependant du moment où un changement plus sensible se produit autour de l'un des facteurs qui touchent l'offre et la demande. Des secousses se produisent ainsi dans l'économie, quand l'harmonie entre les diverses parties de l'économie publique n'est plus maintenue.

Nous appelons les troubles ainsi produits, sous la condition qu'ils prennent de plus grandes proportions et entraînent de plus fortes secousses, des crises économiques. *Une crise économique est toujours un trouble de la coopération* et ne devient qu'ensuite trouble des différentes économies. La crise économique est donc une secousse de la coopération et toujours une conséquence directe de la rupture de l'équilibre économique, qui peut provenir, — ainsi que cela est dans le cas des changements cycliques, — du mécanisme propre du marché, dont les possibilités sont encore augmentées du fait que le marché subit également l'influence de facteurs, situés en dehors de lui.

Du moment où nous avons bien saisi qu'une crise économique est toujours un trouble dans l'harmonieuse coordination des différentes parties qui composent en leur unité l'économie sociale, nous allons comprendre pourquoi dans l'économie sociale non seulement le manque, mais également l'abondance peuvent causer des trou-

bles. Dans l'économie privée, ce n'est que le manque qui peut causer un trouble, et non pas l'abondance. *Un trait caractéristique de l'économie sociale fondée sur l'institution du marché est qu'ici également l'abondance peut causer des troubles.* C'est parce que la coordination et l'harmonie des différentes économies peut aussi bien être troublée par le manque que par l'abondance des biens. L'abondance conduit à l'impossibilité de placer certains produits et par là automatiquement à la baisse des prix. Tous deux sont de sources de maux. La baisse des prix peut atteindre un tel degré que le producteur n'est, dans le prix du produit, plus remboursé des frais de production qui se présentent cependant chez lui comme des dépenses et sont ainsi les conditions de la production. L'impossibilité de vendre une partie des produits est un mal, parce que le producteur n'a pas fabriqué les produits pour son propre usage, mais pour la vente.

Il est facile dès lors de comprendre les raisons, pour lesquelles les producteurs indépendants souffrent de la crise économique. Une baisse plus importante des prix signifie pour eux des pertes directes et menace l'existence des producteurs qui sont obligés de compter avec des frais plus élevés de production.

L'autre phénomène caractéristique des crises économiques, le chômage, est en connexion avec les phénomènes précédents. Si la production est comprimée, l'occasion de travail diminue et un grand nombre de personnes perdent la possibilité d'existence.

Ce qui concerne les économies nationales, concerne également l'économie mondiale. C'est aussi un organisme basé sur le marché qui ne peut bien fonctionner que s'il est en équilibre et que si ses différentes parties sont en harmonie. L'économie mondiale perd à la suite de ses plus vastes bases moins facilement l'équilibre, mais à mesure que l'interpénétration des économies nationales augmente, aussi les crises économiques nationales exercent-elles de l'influence sur les autres économies nationales. Les économies nationales s'appuient l'une sur la consommation de l'autre. Quand par conséquent un plus grand trouble se produit dans une économie nationale qui est en d'étroits rapports avec l'économie mondiale, il influence facilement d'autres économies nationales et entraîne des crises dans l'économie mondiale. L'abondance peut aussi bien rompre l'équilibre de l'économie mondiale et

l'harmonie des différentes économies nationales. Un développement démesuré de certaines économies nationales peut également entraîner de situations critiques. La conséquence de l'harmonie de l'économie mondiale est donc que les différentes économies nationales sont mises en rapport l'une avec l'autre et que leur développement les influence mutuellement. C'est donc la raison pour laquelle le froment canadien exerce de l'influence sur le sort de l'agriculteur hongrois et que la débâcle de la Bourse de New-York se fait sentir sur les marchés monétaires du monde entier.

En examinant le mécanisme compliqué de l'interpénétration économique mondiale, nous trouverons sans doute quelque peu unilatérale et fortement mécanisée l'explication qu'on donne de la crise économique mondiale qui ne renvoie qu'à des phénomènes de la circulation monétaire. *Cette explication néglige complètement les facteurs situés du côté marchandise du marché et hors du marché, mais qui ne l'influencent pas moins et qui voient dans le facteur quantité monétaire la cause finale qui entraîne elle-même le processus de la crise.* Il n'est par contre pas difficile de démontrer qu'il y a même dans la formation de la quantité d'or des phénomènes, qui ne se produisent pas d'eux-mêmes et ne sont donc pas des causes finales, mais conduisent à des causes plus lointaines. Ce n'est pas sans raison que M. Dalberg¹ a souligné que la répartition actuelle de l'or est en elle-même une cause qui provoque à la suite de facteurs politiques une transformation dans l'économie mondiale. Il n'est pas difficile de se convaincre que la répartition malsaine de l'or n'est pas, dans ce domaine, un phénomène unique et que dans le rapport mutuel des nations et dans l'économie mondiale un grand nombre d'autres changements se sont produits encore qui ne sont pas la conséquence de la répartition de l'or, mais plutôt de l'évolution de la situation politique.

Le fait que la guerre mondiale a, indépendamment de la répartition de l'or, rompue l'équilibre d'un grand nombre d'économies nationales, n'a pas besoin d'être démontré tout particulièrement. La guerre a, pour de longues années, empoisonné l'atmosphère politique européenne, et les puis-

¹ Dalberg: Weltkrise, Goldproblem und Kriegsschulden, Bank-Archiv, 29^e année (1930), pp. 421—428.

sances dites vainqueurs ont, immédiatement après la guerre, exprès fait tout leur possible dans le but d'ébranler les bases économiques de certaines nations. Au début, elles observèrent, presque avec joie, les troubles qui conduisirent à l'inflation dans les économies nationales ébranlées. Mais bientôt les puissances vainqueurs durent se rendre compte chez elles-mêmes des conséquences fâcheuses de leur conception insensée. A l'horizon apparut bientôt le dumping allemand, une conséquence de l'inflation et la production anglaise et française commença à en sentir fortement les effets. Il n'y eut cependant point d'arrêt ici. Dans la mesure où augmenta la détresse de certaines économies, cette situation influença les économies des nations vainqueurs. Les États-Unis, s'appuyant sur de vastes territoires, sur le multiple aspect de leur économie et sur leurs abondantes ressources matérielles, résistèrent longtemps à la crise et enregistrèrent même une grande prospérité économique. Cependant, cette prospérité n'était point basée sur des fondements sains. Elle conduisit à une énorme surabondance des produits destinés à l'exportation, dont le placement a dû rencontrer bientôt des obstacles à la suite de l'appauvrissement du monde. L'industrie américaine qui se développa sans cesse, essaya d'augmenter la capacité d'absorption du marché national par un développement anormal du crédit de consommation. Mais le mal n'a pu être conjuré. La débâcle de la bourse de New-York qui fit directement éclater la crise, n'était qu'un symptôme de la situation malsaine. Les véritables raisons du mal ne se trouvent pas dans la spéculation démesurée, qui n'était elle-même qu'un symptôme passager et une conséquence de la situation désordonnée, mais en premier lieu dans le vice de l'économie mondiale qui, appauvrie, n'était plus capable de consommer toutes les marchandises, produites à la base d'un plus grand bien-être et par un mécanisme de production proportionné à ce plus grand bien-être.

Autant que cela paraît évident, autant paraît paradoxale la thèse, selon laquelle il y a actuellement abondance de marchandises. Est-ce possible de parler à l'heure actuelle d'abondance de marchandises, quand après de longues privations de la guerre, un aussi grand nombre de personnes ont dû réduire leur standard de vie et quand tant de personnes souffrent de privations? C'est pourtant ainsi et cela explique les considéra-

tions présentées plus haut, selon lesquelles le manque et l'abondance des marchandises sont des notions relatives. Aussi longtemps que notre économie est basée sur le marché, dont l'essence est qu'aucune économie ne peut acquérir des produits de l'autre sans valeur correspondante de cette dernière, — aussi longtemps *manque et abondance sont des quantités déterminées des deux côtés*, c'est-à-dire de quantités données, tout aussi bien du côté de la production que du côté de la consommation et dépendant l'une de l'autre. Il y a manque de marchandises quand la capacité d'absorption du marché augmente et quand la production ne peut tenir le pas avec la demande. Il y a abondance sur le marché quand la production devance la capacité de consommation et quand une partie des marchandises ne peut être placée. Qu'on appelle surproduction ou sous-consommation cette situation, c'est toujours rupture de l'harmonie qui peut être une conséquence du changement survenu du côté de la production, mais également une formation spéciale de la consommation.

Il y a environ un siècle, quand l'Europe traversa, après les guerres napoléoniennes, une crise économique qui ressemble à celle d'aujourd'hui, un vif débat s'est ouvert autour de la question à savoir s'il est possible de parler de surproduction générale, c'est-à-dire d'abondance générale de marchandises. Pendant que *Malthus* et *Sismondi* s'attachèrent à en déduire la thèse des crises périodiques, *Say* admettait la possibilité des disproportions dans la production, mais soutint que le marché entier ne peut sortir de son équilibre à la suite du rapport entre la production et la consommation. Mais qu'est-ce qui assure que la consommation peut effectivement utiliser les quantités produites? Si, comme nous allons le voir, la garantie en manque dans l'économie sociale actuelle, et si la consommation ne peut donner de garanties à une production correspondante, ainsi que la quantité de la production ne peut assurer la possibilité de placement chez les consommateurs, alors la thèse de *Malthus* peut soutenir avec raison la possibilité de la surproduction générale. De plus, il est aisé de prouver que notre système de production en est toujours disposé.

En examinant de ce point de vue la situation actuelle, nous trouverons facilement des symptômes qui ont conduit à une production démesurée. Déjà la guerre entraîna par suite de l'augmen-

tation du prix des céréales, une grande augmentation de la production.

M. *Harald Wright* mentionne à la base des données fournies par M. *Henry Rew*, dans une étude sur la question de la population qu'aux Indes, on augmenta dans l'année qui suivit la guerre mondiale, de 4 millions d'acres les superficies ensemencées en froment, pendant qu'au printemps de 1915, une superficie de 12 millions d'acres de plus que l'année précédente fut ensemencée en froment aux États-Unis. L'Australie augmenta en même temps de 3 millions d'acres ses champs de froment.¹ Le perfectionnement de l'outillage agricole des États d'outre-mer augmenta ensuite considérablement le rendement de ces terres. Dans le domaine de l'industrie, c'est la conjoncture momentanée et apparente, qui explique la surproduction dans certaines branches de la production industrielle. L'installation et l'outillage sont là, et forcent leurs propriétaires à la production.

Si nous sommes en mesure de connaître bon nombre de raisons de l'augmentation de la production, qui demande des consommateurs, nous trouvons de l'autre côté, celui de la consommation, des phénomènes plus typiques encore. La guerre était une grande destruction de biens, qui aurait dû entraîner en elle-même un manque de marchandises. Que cela n'est pas arrivé, mais qu'au contraire une grande abondance de marchandises s'en suivit, cela s'explique du fait que la guerre mondiale était en même temps une destruction de fortunes et de possibilités d'existence dans une plus grande mesure que cela ne peut paraître au premier abord. Nous n'avons qu'à penser à ces *changements de revenus* qui commencèrent avec la guerre et se poursuivirent à l'époque de l'inflation. La conséquence en fut l'anéantissement de classes entières de la population, notamment d'une grande partie de la classe moyenne, aisée avant la guerre. En Russie seule, le nombre des victimes de la révolution atteint des millions d'hommes et en Europe centrale, les classes de population anéanties par la guerre et l'inflation sont également très grandes. Ces classes ne se présentent plus au marché que par une capacité de consommation sensiblement amoindrie et souvent sans aucun besoin.

¹ Cf. *Harald Wright*: Population. Édition allemande par M. *Pályi*, Berlin, 1924. v. p. 53.

Ce qui s'est produit à l'intérieur des diverses économies nationales, se répète dans l'économie mondiale dans des proportions énormes. Les nations vainqueurs ont créé volontairement des nations pauvres, presque condamnées à l'esclavage. Des territoires furent tout simplement partagés, démembrés, sans qu'on s'inquiât de quelles sources de matières premières on les privait, et quelle était l'interdépendance naturelle qu'on découpa par les traités de paix. Ces pays furent ensuite chargés d'insupportables obligations et les États vainqueurs oublièrent dans leur préoccupation politique que ce qu'on a pu faire impuni jadis et même avec profit, à une époque où il n'y eut encore de véritable économie mondiale, c'est-à-dire conduire en esclavage économique des nations entières, n'était plus possible impunément à l'époque de l'interdépendance économique moderne. Car les pays qui ont dicté les conditions de paix participent, tout comme les autres, à l'économie mondiale, et qu'eux aussi sont obligés de compter, en vertu de leur propre mécanisme de production, avec les pays dits vaincus, à titre de clients commerciaux. Ils ont oublié également qu'en détruisant les consommateurs de leur production, ils portent de coups sensibles à eux-mêmes. Priver de tout une nation et de demander d'elle ensuite d'être acheteur solvable, est une contradiction qui porte en elle-même ses conséquences.

Si nous prenons la peine de réfléchir sur cette situation, une toute autre image se dessine devant nos yeux que celle que donne la thèse qui veut faire croire que les causes de la crise sont le manque et la répartition de l'or. Les explications plus haut fournies font ressortir que la source du mal siège beaucoup plus profondément et n'est point dû à un seul facteur, mais trouve son explication dans l'interdépendance de l'économie mondiale et par l'anarchie causée dans l'économie par la guerre et ses conséquences. Si nous voyons les ruines de l'économie mondiale et si nous pensons aux conséquences ultérieures de la diminution de la capacité de consommation, nous sommes bien obligés d'avouer que *la construction du marché contient, à la suite de la diminution de la capacité de consommation, encore des obstacles au placement des marchandises et à leur augmentation, dont on éprouve le besoin malgré l'appauvrissement, qui est une conséquence de la guerre.*

La consommation qui a été jusqu'à présent négligée par l'économie politique, mérite vraiment plus d'attention. Sa formation possède également des lois propres, qui ne sont point expliquées par un simple renvoi à l'épargne et au luxe. Comme la production, la consommation aussi fait partie de l'économie sociale. Sa formation est en connexion avec la question de la formation du revenu et de la capacité de paiement. Non seulement la capacité de production peut affaiblir la consommation, mais également l'investissement de la fortune dans des emprunts de guerre, entreprises de guerre et possibilités de production mal choisies. L'anéantissement de la vitalité de certaines économies nationales, ou du moins leur condamnation à végéter par l'établissement des dettes internationales dans des proportions insensées et par l'embrouillement des liens de l'économie mondiale, qui a privé des millions et millions d'hommes de leurs anciennes possibilités de production et de subsistance, peuvent mettre en danger la consommation.

Si nous avons saisi une fois dans toute son ampleur l'importance du fait que économie nationale et économie mondiale sont en interdépendance mutuelle, dont l'essence consiste en l'harmonie et en l'équilibre de la production et de la consommation, nous allons alors vite comprendre que *la baisse des prix est un phénomène qui aurait pu se produire également sans le manque d'or*, mais en vertu des lois impératives du marché. Le facteur décisif de la question de l'équilibre de la production et de la consommation est le prix. C'est du prix que dépend la quantité des marchandises à placer, quantité qui dépasse le besoin, car il ne suffit pas qu'un grand nombre de personnes voudront acquérir une certaine marchandise, mais il faut qu'elles soient vraiment à mêmes de l'acheter, de supporter le prix demandé, ce qui dépend de leur capacité de paiement. C'est en vain qu'il y a de la marchandise sur le marché qui dépasse la capacité de paiement des consommateurs. La baisse des prix est la conséquence naturelle de la diminution de la capacité de consommation et de l'effet automatique des lois du marché. Elle est en même temps la défense automatique du marché contre l'abondance des marchandises, ou de son autre aspect : la sous-consommation. Quand les lois du marché provoquent la baisse des prix, ceci signifie qu'il y a des marchandises non vendues et des stocks rassemblés qui

ne peuvent trouver d'acquéreurs, par suite des circonstances du marché et de la capacité diminuée de paiement des consommateurs, qu'à des prix plus bas.

Comme il n'est pas besoin d'un manque d'or pour provoquer une baisse des prix, mais de la diminution pour une raison quelconque de la capacité de consommation, ainsi le manque des capitaux, dont on se plaint tant à l'heure actuelle, aurait dû se produire même si la répartition de l'or ne serait aussi malsaine qu'actuellement. Capital n'est pas tout simplement le synonyme de la quantité d'or, ou du crédit basé sur elle, mais une force économique potentielle, un véritable surplus, cumulé dans les diverses économies, que les banques mettent simplement en valeur au point de vue économique, opération, pendant laquelle, vu leur liquidité, la réserve-or joue naturellement un certain rôle. La formation des capitaux n'est pas alimentée par la production de l'or, mais par les surplus économiques des grandes masses de la population. Ce surplus forme la quantité des capitaux à disposition de l'économie nationale et de l'économie mondiale. L'appauvrissement général, conséquence de la guerre mondiale, attaqua dans ses racines également la formation du capital, et cela non seulement par la destruction de la base d'existence de millions d'économies privées, mais également par la grande incertitude, suite de la guerre et de ses conséquences, car ce n'est pas seulement les surplus qui sont la source de la formation du capital, mais également la consolidation générale de la situation, car même si ces surplus existaient, la formation des capitaux ne progresserait pas, aussi longtemps que la situation reste incertaine et qu'on n'a confiance en l'avenir. On dépense plutôt leur surplus que de l'employer en plus grande mesure à la formation des capitaux, abstraction faite de ce qu'une grande partie des capitaux, réunie à une époque incertaine, se perd souvent à la suite de leur fausse canalisation, ou de leurs mauvais investissements.

La thèse qui renvoi constamment au manque d'argent et de capitaux, oublie cependant encore une chose. Même s'il y avait abondance de capitaux, la situation des créances ne pourrait revenir à son état normal, car le crédit a également deux conditions. La première exige que la quantité des capitaux destinée au crédit soit à disposition. L'autre est la possibilité

de son placement sûr. Le crédit ne consiste en ce qu'on donne son capital à n'importe qui et dans n'importe quel but, mais en ce qu'on cherche un placement qui prévoit à côté des profits correspondants, la sécurité, c'est-à-dire la possibilité de remboursement. Dans la mesure que cette sécurité manque, même l'abondance des capitaux n'est pas un remède, car les possibilités de placement ne donnent aucune sécurité satisfaisante. Pour le prouver, renvoyons simplement au fait : pourquoi, après la guerre mondiale, les crédits à court terme sont-ils anormalement fréquents ? Les raisons en sont fort simples. Les capitalistes, n'ayant pas confiance en l'avenir, ne sont disposés à prêter de capitaux que pour un plus court terme, car ils ne peuvent se faire une idée nette de la formation de l'avenir que pour des époques de plus courte durée. Ceci explique en même temps la raison des placements des capitaux à court terme et les causes pour lesquelles il est aussi difficile d'obtenir à l'heure actuelle des emprunts à long terme. La situation désordonnée des créances trouve donc aisément son explication, même sans supposer ce manque de capitaux que nous n'avons d'ailleurs pas l'intention de mettre en doute, et qui peut être expliqué sans difficulté par la situation créée à la suite de la guerre et de ses conséquences.

Le manque, et surtout la répartition malsaine de l'or rendent sans doute l'approvisionnement de crédit plus difficile, car la quantité des billets de banque à émettre est, à cause des devises, en connexion avec la quantité d'or disponible. La véritable raison est cependant le changement dans le rapport mutuel des diverses économies nationales qui détruisent l'équilibre de leur commerce extérieur et de leur balance des paiements. Aussi longtemps que la question des dettes de guerre ne trouve aucun règlement satisfaisant et qu'un équilibre plus constant entre les économies nationales ne peut être obtenu, la répartition malsaine de l'or doit toujours revenir, car les nations qui ont des créances internationales, sont incapables de faire rentrer en marchandises les sommes qui leur sont dues.

Si nous avons pu saisir que la baisse des prix et le manque de capitaux, dont souffre actuellement la production, sont dus en première ligne à la décomposition de l'équilibre des économies nationales et de l'économie mondiale, nous ne pouvons

alors guère accepter la thèse, selon laquelle il serait possible de faire cesser la crise mondiale actuelle simplement au moyen des transactions internationales de crédit et des emprunts fournis par les pays qui disposent d'importants stocks d'or. La thèse, selon laquelle il serait possible de remédier au mal de la crise économique mondiale par la disponibilité des capitaux, oublie en premier lieu, — ainsi que nous l'avons indiqué plus haut — que les conditions d'accorder des crédits ne sont pas des décisions librement prises, mais elles sont attachées à une telle situation qui donne des garanties pour la sécurité du capital.

Les partisans de cette thèse se trompent également, en admettant que le fait seul qu'il y a des capitaux correspondants à disposition, arrêtera le plus grand mal, le manque de capacité de consommation. Ce raisonnement, partant de la supposition que des capitaux correspondants disponibles peuvent mettre en marche la production et créer par cela même de nouvelles possibilités de subsistance, faire disparaître le chômage et remettre en mouvement ainsi la circulation, est très séduisant. Cette thèse ressemble fort à la « *théorie des débouchés* », présentée, il y a environ un siècle, c'est-à-dire à la théorie selon laquelle tout offre provoque en même temps une demande. Cette opinion est soutenue encore par les partisans de la théorie que la disponibilité des capitaux porte de remèdes à la crise. Ils oublient cependant qu'ils soutiennent des théories depuis longtemps démenties. Le point de départ de cette thèse est que toute production signifie en même temps besoin en matières premières et besoin de travail et crée simultanément une capacité de consommation. Ceci n'est pas douteux. Ils oublient cependant que *la disponibilité des capitaux ne fait point disparaître la disproportion entre la production et la consommation, existante dès le point de départ de l'évolution.* Le capital est de nouveau employé pour les besoins de la production et ainsi la disponibilité développe encore cette même production sans qu'il y ait des garanties que la demande créée par l'aide apportée à l'augmentation de la production sera-t-elle en effet capable de placer les marchandises produites maintenant dans une mesure plus grande encore? Or, le capital investi ne se transformera pas seulement en salaire et en revenu destinés à la consommation, mais en grande partie, il devient un outil servant

à l'agrandissement continu de la production et un gain d'entrepreneur, dont une partie sert de nouveau à l'élargissement de la production.

Les raisonnements que se donnent les partisans de cette théorie, ressemblent quelque peu à la magie économique. Ils prétendent à relever l'économie de sa situation corrompue, par la mise à disposition des capitaux à la production, du moment où la rupture de l'harmonie du marché résulte de la surproduction excessive. Il n'y a aucun autre moyen d'obtenir cette harmonie que celui de la *diminution des prix*, qui puisse remettre le marché en équilibre dès le point du départ et le reconduire à une situation apte à produire d'elle-même des surplus qui trouvent leurs base et raison d'être dans la situation du large cercle des économies privées. Ainsi que l'a démontré l'inflation, *il n'est pas possible de créer artificiellement des consommateurs, que pour une période limitée*. Cette évolution ne peut se produire qu'au prix que plus tard le manque de la capacité de consommation ressort davantage, qui provient du fait que de larges couches de population perdent le lien naturel avec l'économie, qu'elles ne peuvent retrouver ensuite que par la voie normale.

C'est pourquoi il n'y a qu'une seule défense contre la baisse des prix, qui est celle qui est conforme aux lois du marché, c'est-à-dire la restriction de la production et par là, la diminution des excédents. Est-ce une mesure sage dans la situation actuelle, et ne faudrait-il pas préférer la solution qui consisterait à diminuer les frais de revient pour vendre à meilleur marché et rendre les produits plus abordables — c'est matière à réfléchir. La restriction de la production ne relève pas directement la capacité de consommation ; elle la comprime même et ne fait qu'allonger le chemin du salut. La baisse des prix demande de nouveaux sacrifices, car si nous lui laissons libre cours, elle menace dans leur existence les producteurs de faible capacité de concurrence et conduit également, pour le moment du moins, à réduire la production. Toutefois, elle a l'avantage de s'attaquer à la racine du mal et d'accélérer le processus de la guérison, puisque la production, une fois restreinte, s'adapte au pouvoir d'absorption du marché et contribue à rétablir le rapport normal de la production à la consommation.

Tout ceci bien pesé, nous ne pouvons pas attendre grand'-

chose des moyens artificiels mis en œuvre aujourd'hui pour arrêter le fléchissement des prix. La hauteur exagérée de la barrière douanière et l'application d'autres moyens de même nature s'expliquent aisément au milieu de la nervosité actuelle causée par la situation économique qui va en empirant. Mais ces moyens constituent le traitement des symptômes du mal ; ils ne remédient pas au mal lui-même, ils n'améliorent pas réellement la situation et, en fin de compte, ne font que retarder le rétablissement de l'équilibre naturel.

Il ressort de cela, entre autres, que le remède aux maux présents ne se trouve pas entre les mains des vaincus de la guerre mondiale. Ceux-ci n'ont guère le pouvoir de faire quelque chose. La guérison radicale ne peut être attendue que de ceux qui, en bouleversant l'état économique d'avant-guerre et en démembrant les nations, ont créé l'état présent des choses. Il paraît que peu à peu les États qui ont dicté les conditions de la paix commencent à s'en rendre compte, autrement ils ne conseilleraient pas aux nations partagées entre un grand nombre d'unités douanières de s'unir à nouveau et d'améliorer ainsi leur propre situation économique et l'organisation de l'économie mondiale. En prodiguant ces bons conseils, ils oublient une chose : c'est que les traités de paix sont responsables des obstacles qui empêchent la reconstitution des grands territoires douaniers. Creuser d'abord un fossé entre nations et créer des conflits politiques presque insolubles, ensuite demander que les nations séparées par les conflits coopèrent tranquillement sur le terrain économique, c'est une inconséquence aussi criarde que celle qui consiste à ruiner des économies nationales florissantes et à espérer ensuite y trouver des acheteurs payant bien.

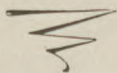
Mais tout en n'ayant pas en notre possession la clef de la situation — dans notre misère et éprouvés que nous sommes, c'est bien naturel — nous n'en sommes pas moins tenus de faire tout ce qui dépend de nous pour le redressement de notre propre économie nationale. A cet égard, nous avons à porter nos efforts sur la *protection du marché national* et sur le perfectionnement de son organisation. Il est certain que nous devons vendre de nombreux produits à l'étranger. Il nous faut donc tâcher par tous les moyens de conclure des conventions commerciales avantageuses ; en même temps, nous avons le

devoir d'offrir nos produits sur les marchés étrangers dans des conditions de prix et de qualité qui en assurent l'écoulement. L'organisation soigneuse de la production et de la vente peut encore nous apporter un réel soulagement, car même au milieu des difficultés actuelles, les produits de vraiment bonne qualité et offerts à des prix non exagérés trouvent des acheteurs. Ce serait une grave faute de négliger à ce propos le marché intérieur et d'oublier que l'économie consiste en premier lieu à coordonner les efforts sur le plan national, et en second lieu seulement à créer des échanges extérieurs. Il faut résolument rompre avec la mauvaise habitude de dédaigner les produits du sol national ou de l'industrie nationale, en préférant en tout les produits importés. D'un autre côté, les producteurs doivent s'inspirer de la considération qu'ils n'ont droit à la faveur du public hongrois que s'ils offrent de bonnes marchandises et à des prix abordables pour les consommateurs. Ils servent leur propre intérêt lorsqu'ils se contentent dans les temps de transition d'un profit modeste, car ils contribuent ainsi à accroître le pouvoir d'absorption du marché et à encourager la renaissance de la consommation normale.

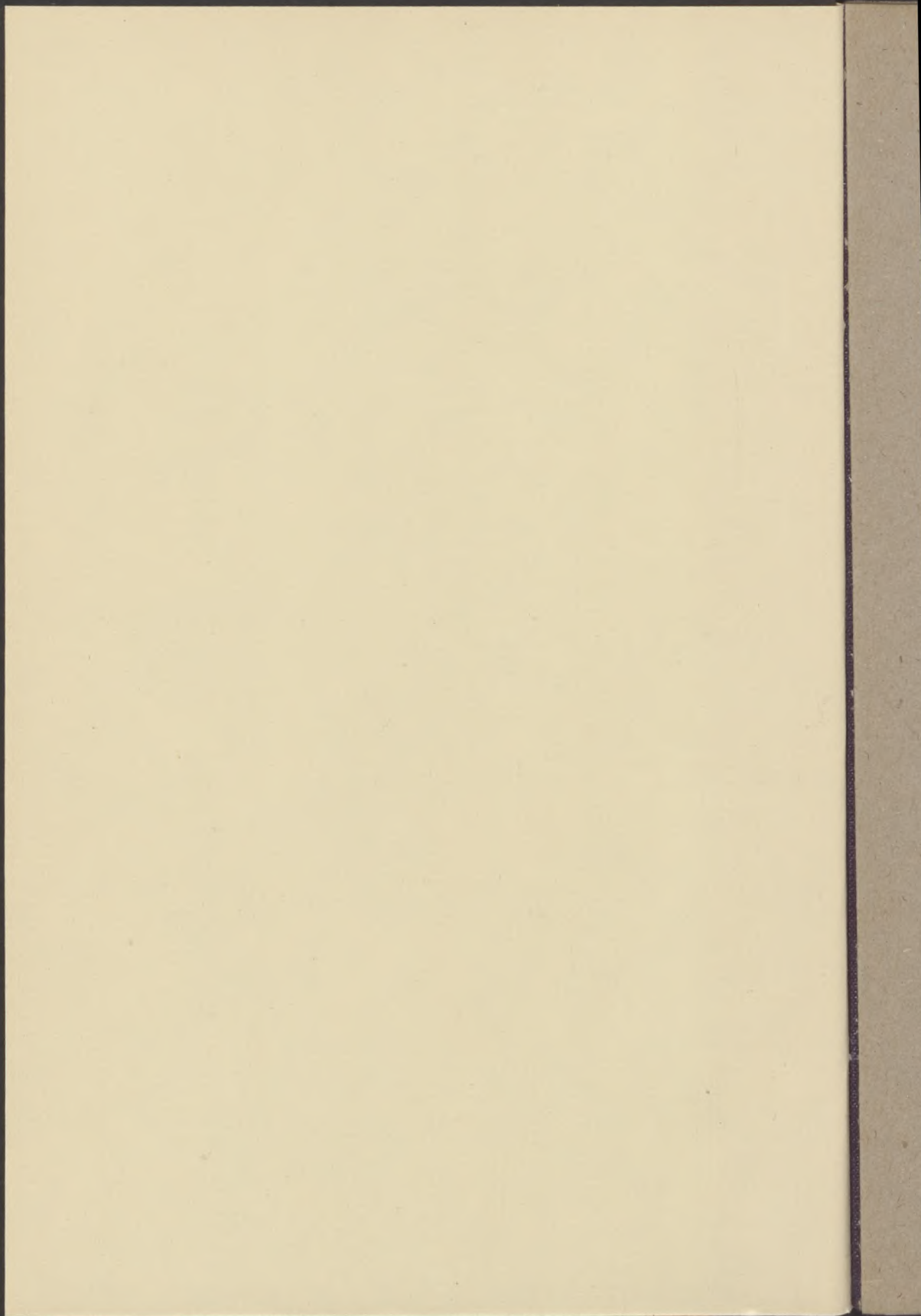
Enfin nous aurions tort de n'attacher aucune importance aux emprunts extérieurs. Les considérations que nous avons exposées ne comportent nullement la conclusion que les capitaux étrangers seraient dispensables pour l'économie nationale de la Hongrie. Autant il serait impossible de redresser par ce seul moyen notre organisme économique affaibli, autant cet organisme a besoin d'une infusion de capitaux frais, mais dans certaines directions et sous certaines conditions seulement. Les emprunts extérieurs apportent une véritable aide et non une charge superflue ou dangereuse s'ils font autre chose que de grossir les stocks invendables et d'augmenter encore l'outillage à beaucoup d'égards déjà surdimensionné. Leur secours est précieux sur les points où ils sont nécessaires pour transformer le système de production de manière à l'adapter aux conditions des temps présents, notamment pour fabriquer des marchandises de haute qualité et pour créer des établissements capables de soutenir la concurrence de leurs rivaux. Les capitaux étrangers rendent un grand service lorsqu'ils sont employés aux investissements d'intérêt vraiment national sans ajouter directement

à l'abondance des produits, tels que construction des routes et autres travaux publics, qui diminuent le chômage sans provoquer directement la surabondance. Il va sans dire qu'une prudence particulière doit être de rigueur dans le cas des emprunts extérieurs, et qu'il ne faut avoir recours à ces emprunts que dans la mesure où nous avons des excédents que nous pouvons vendre à l'étranger à des prix correspondant à la demande. En effet, si l'on y regarde de près, un emprunt extérieur n'est qu'une avance sur les exportations futures ; il ne causera donc pas de perturbations seulement s'il est certain que les exportations correspondantes ne se heurteront pas à des difficultés.

Le tableau de la crise mondiale actuelle, tel qu'il se dégage de nos investigations, est sombre mais il n'exclut peut-être pas tout espoir. Il en ressort avec évidence que nous pourrions atténuer la gravité de la crise par notre propre force, mais que la véritable solution, le véritable remède dépendent du changement d'attitude des puissants du jour : ils ne doivent point voir dans l'or et le capital un bouc émissaire irresponsable, mais ils doivent s'inspirer de l'esprit de compréhension mutuelle qui leur révélera les véritables causes de la crise. Il nous semble que l'aube de ce beau jour va poindre ! La meilleure garantie en est que les grandes puissances qui règnent sur le monde commencent, sous la pression de leur propre intérêt et de leurs propres soucis, à prendre une attitude plus humaine et plus conciliante. Et la science économique y aura une belle part, à condition qu'elle évite les généralisations hâtives et que, par l'étude approfondie de la situation, elle décèle la vraie source des maux.







1973 DEC 28

